

**FIBRE OPTIQUE**

**Contribution de l'AFORST  
à la consultation publique sur les orientations de l'ARCEP  
suite à la première phase des travaux d'expérimentation et d'évaluation relatifs à la  
mutualisation des réseaux en fibre optique**

*Paris, le 6 mai 2009*

L'AFORST remercie l'Autorité de lui permettre de participer à sa réflexion sur les moyens de favoriser le déploiement de réseaux d'accès en fibre optique et l'émergence d'une offre nationale et concurrentielle de services très haut débit.

Les membres de l'AFORST répondront chacun en leurs noms aux questions de l'Autorité.

L'AFORST souhaite néanmoins rappeler plusieurs principes et faire quelques remarques dans l'intérêt du déploiement le plus rapide et le plus profond de réseaux de fibre favorisant la perpétuation d'une intensité concurrentielle qui a prouvé toute son efficacité.

En effet, il s'agit pour l'Autorité de renouveler dans le contexte du déploiement de l'accès de l'abonné en fibre sur le territoire national le succès constaté sur le haut débit fixe grâce notamment à ses choix de régulation.

L'AFORST partage pleinement avec l'Autorité cet objectif.

L'AFORST rappelle son attachement à une régulation nationale et unique des réseaux de fibres (NGN-NGA) autorisant une échelle des investissements accessible aux opérateurs alternatifs en place et à de nouveaux entrants développant des stratégies variées. En ce sens, l'AFORST est favorable à la pose de câbles comportant des fibres surnuméraires pour les déploiements des réseaux de collecte et d'accès..

S'il est vrai que les conditions techniques et économiques du déploiement de la fibre sont très différentes selon la densité de l'habitat concerné, la démarche choisie d'établir une segmentation géographique entre les zones denses et les autres zones comporte le risque d'une complexification du cadre réglementaire, et pourrait aboutir à une fracture numérique entre le cœur des villes et le reste du pays.

En effet, cette segmentation géographique pourrait conduire non seulement à la déperéquation tarifaire des offres, mais aussi à une réduction de l'intensité concurrentielle dans les zones de moindre densité, alors même que l'expérience montre que la concurrence incite puissamment les opérateurs à investir et innover pour se différencier.

La segmentation proposée par l'Autorité distingue les zones denses des zones moins denses en déterminant ex-ante les zones où l'Autorité pense qu'il est économiquement viable de déployer plusieurs réseaux et celles où elle pense que ce n'est pas possible. Sans remettre en cause la qualité

de l'analyse prospective de l'Autorité, il semble à l'AFORST qu'il serait préférable de doter le marché des outils et règles nécessaires pour permettre à toutes les stratégies de se développer en parallèle et de laisser aux acteurs le choix des investissements à réaliser en favorisant une « échelle des investissements » qui permette, selon les situations locales, à chaque acteur de développer ses propres services de manière efficaces.

L'exemple de l'ADSL a amplement prouvé que c'est l'intensité concurrentielle qui provoque l'investissement.

En ce sens, l'AFORST souhaite que les principes de mutualisation qui seront décidés par l'Autorité le 30 juin prochain soient concomitants avec l'obligation faite aux opérateurs puissants de mettre à disposition des tiers:

- une offre d'accès à leur génie civil permettant le déploiement d'un réseau en propre (et proposant des routes alternatives en cas de saturation des fourreaux),
- une offre d'accès à la fibre noire, en prévoyant des fibres surnuméraires dans les câbles optiques déployés selon une architecture ouverte,
- une offre de *bitstream* optique<sup>1</sup>.

Seules ces offres pourront garantir à terme une concurrence par les infrastructures effectives assurant une couverture et une pluralité des offres optimales pour le bien-être social et le développement économique..

---

1 Tel que décrite dans la *Contribution de l'AFORST à la consultation publique de l'ARCEP relative à l'analyse des marchés de gros du haut débit et du très haut débit*, février 2008